

Construire la politique agricole et alimentaire européenne du XXI^e siècle *

Xavier Compain

Coordinateur du groupe agriculture du PGE

En rupture avec la Politique agricole commune, nous proposons de construire la Politique agricole et alimentaire européenne du XXI^e siècle.

L'agriculture est aujourd'hui en crise, minée par le capitalisme. Alors que la production agricole pourrait nourrir le monde, plus d'une personne sur sept souffre de la faim. Partout le productivisme et la libre concurrence ont dévasté nos campagnes. Spéculation, accaparement des terres, *dumping*, il est temps de stopper ce gâchis !

En Europe, pour rester compétitif, réforme après réforme, la préférence communautaire a été sacrifiée, la régulation des prix et des marchés abandonnée. Crise après crise, la Politique agricole commune (PAC) a favorisé l'élimination des exploitations familiales, tout en concentrant les outils de production au profit des géants de l'agroalimentaire et de la grande distribution, aux dépens de la santé publique et du consommateur. Quant aux exploitations qui subsistent, elles peinent à défendre leurs revenus, au détriment de la qualité du travail et de la vie des familles...

Laboratoire vivant de la construction européenne, l'agriculture a payé un lourd tribut aux politiques libérales mondialisées. Le démantèlement des

* Version remaniée pour *Transform!* de l'intervention de Xavier Compain, lors de l'Université d'été du PGE, à Porto, le 5 juillet 2013.

outils de gestion et de régulation publique a conduit au démantèlement des navires de pêche, à la disparition d'une ferme tous les quarts d'heure.

Le parti pris de la pêche artisanale

Dans le monde, les plans d'ajustement structurels du Fonds monétaire international contraignent des États à brader leurs licences de pêche au détriment de leur souveraineté alimentaire. Déjà des fonds de pension spéculent sur les pêcheries d'Europe du Nord. En Europe, la réforme de la Politique commune de la pêche (PCP) en discussion propose aux pêcheurs de revendre leurs quotas individuels à la condition de cesser l'activité. Situation cruelle lorsqu'à la porte de nos criées, les associations caritatives luttent pour la possibilité d'utiliser les invendus. Bilan terrible des politiques libérales menées en Europe, lourdes de responsabilités pour la droite face au démantèlement de la pêche artisanale. Huit poissons sur dix consommés en Europe sont importés alors que l'objectif de la PCP en 1983 était de concourir à l'autosuffisance alimentaire. Nous défendons une pêche artisanale, relocalisée, rémunératrice.

Il s'agirait alors, dans le cadre de la Politique commune de la pêche, d'engager l'Europe en faveur de la souveraineté alimentaire ; d'orienter de nouvelles politiques publiques visant à assurer une activité relocalisée et rémunératrice des marins, à lutter contre les importations au prix de *dumping*, à encadrer les pratiques des grands armateurs et les marges des distributeurs.

L'agriculture et l'alimentation ; garantir une alimentation sans farines, sans hormones, sans OGM

Les scandales alimentaires rencontrés en Europe (porc et cheval estampillés bœuf, par exemple) posent de nouveau l'exigence d'une alimentation saine et de qualité émancipée de toutes spéculations. En Europe comme dans le monde, le défi de la faim pose à l'humanité l'urgence de la conquête universelle du droit à l'alimentation, comme à l'éducation et à la santé. Dès lors, il s'agit de reconnaître à chaque peuple son droit à sa souveraineté alimentaire comme à sa sécurité alimentaire.

En l'état, la nouvelle PAC (2014-2020) tourne le dos à ces objectifs en répondant aux seuls signaux du marché, avec toutes les conséquences négatives pour l'homme et son environnement.

Face aux politiques d'austérité et d'asservissement au capitalisme apatride, les peuples européens cherchent dans les luttes leurs propres chemins de résistances et d'expression. Batailles populaires pour la réquisition de terres agricoles, relocalisations de productions importées, ventes spontanées de paysans aux consommateurs pour contrer les marges des grands distributeurs, propositions de lois en faveur des indications d'origine...

Porteurs d'issues alternatives, les organisations membres et observatrices du PGE prennent l'initiative d'une déclaration et d'un travail commun visant à de nouvelles politiques publiques européennes adossées à l'exigence de propositions législatives audacieuses. Le Parti de la gauche européenne appelle à garantir une alimentation sans farines animales, sans OGM, sans hormones.

Le Parti de la gauche européenne s'engage à faire de l'alimentation un bien commun de l'humanité

La conquête de ce droit fondamental à chaque être humain impose un nouveau mode de développement de la planète en rupture avec les marchés spéculatifs. Les terres agricoles devraient être consacrées à la production alimentaire pour nourrir les peuples. C'est la position défendue par le Parti de la gauche européenne (G20 Agricole, juin 2011, Paris).

Cela implique que l'agriculture et l'alimentation soient extirpées des logiques néolibérales actuelles de l'OMC, du FMI, de la Banque mondiale et du traité de Lisbonne. Nous proposons une nouvelle organisation internationale dans le cadre des Nations unies. Nous soutenons la réforme du Comité de la sécurité alimentaire (CSA) de la FAO, qui associe de manière inédite les États, les institutions internationales et la société civile. Nous pensons que le CSA est aujourd'hui l'instance légitime de l'expression démocratique des peuples et pourrait être l'institution arbitrale des politiques publiques agricoles et alimentaires.

Le PGE propose une nouvelle ambition pour les prochaines décennies, à partir de trois engagements forts :

- Fondamentalement, l'Europe agricole doit garantir la souveraineté et la sécurité alimentaires de ses peuples. Face au défi alimentaire, la production européenne agricole doit être soutenue par de nouvelles politiques publiques répondant aux besoins humains ; elle doit garantir à tous une alimentation de qualité, nutritive et gustative.
- Vivre dignement de son travail est une exigence sociale légitime. Une juste rémunération du travail paysan et des salariés agricoles est la condition du développement de l'emploi agricole. Cela impose de garantir des prix rémunérateurs, de planifier la production, de soutenir les exploitations et les filières les plus fragiles.
- Empêtrée dans le productivisme, l'Europe agricole doit sortir de cette situation par le haut et initier un mode de développement plus écologique d'exploitations plus autonomes agro-économiquement. L'agriculture paysanne répond à ces objectifs. L'Europe doit orienter prioritairement ses aides dans cette direction et interdire la culture et l'usage des OGM. Ainsi, elle engagera la transition écologique de l'agriculture.

Nous proposons de mener des campagnes publiques :

- Instaurer une clause de sauvegarde internationale lorsque les terres, les eaux (pêche) d'un pays sont menacées de spéculation et de détournement de production vivrière.
- Mettre en place des outils de régulation des marchés agricoles, de stocks régulateurs et de mesures contre la spéculation. Un premier pas pourrait être la création d'une convention internationale sur la non-spéculation des biens alimentaires (campagne où les ONG ont déjà mis les banques sur le reculoir).
- Relégitimer les taxes sur les importations et exportations déstabilisant les marchés locaux, afin de financer la relocalisation de productions.
- Arrêter de soutenir la production et l'importation d'agrocarburants.

Le PGE propose des mesures immédiates dans la construction de la future politique agricole et alimentaire européenne (PAAE) :

- L'application de la préférence communautaire et la suspension des accords bilatéraux de libre échange négociés par l'Union européenne (Mercosur).
- L'affirmation de la souveraineté alimentaire par la constitution de stocks européens de sécurité.
- La mise en place d'outils économiques encadrant les marges et pratiques des géants de l'agroalimentaire et de la grande distribution.
- Face au risque climatique, nous proposons que l'Europe s'engage dans un outil de protection des activités du vivant que sont la terre, la mer et la forêt, un « Régime d'assurance mutuel calamités ».

Il faut refonder l'Europe agricole et alimentaire

Partout en Europe, les politiques d'austérité menacent les libertés, hypothèquent la paix et engendrent la faim. À ce jour, la réforme de la Politique agricole commune (PAC) 2014-2020 en discussion reste malheureusement enfermée dans cette logique : répondre aux seuls signaux du marché. Producteurs et salariés des groupes alimentaires, coopératifs comme privés, ne pourront résister aux prix mondiaux de leurs denrées comme de leur force de travail. Le vaste espace de libre échange intégral entre l'Union européenne et les États-Unis en est l'illustration.

En conséquence, nous pensons indispensable de lutter contre les divisions et le nationalisme et de construire des rapports de force solidaires entre peuples à l'échelle de l'Europe pour émanciper le continent de l'emprise actuelle des marchés.

En juin 2014, les élections au Parlement européen seront un moment clé en faveur d'un changement profond. Nous y porterons l'ambition de refonder l'Union européenne. Les communistes français ont pris cet engagement lors de leur XXXVI^e congrès. Travailler des alternatives au niveau européen nécessite d'augmenter la dynamique du Parti de la gauche européenne comme

y invite l'*Humanifeste* du PCF. Le groupe de travail Agriculture du PGE vient de préciser sa feuille de route. Au regard des scandales alimentaires se pose l'exigence d'une alimentation saine et émancipée de toutes spéculations.

Nous visons la reconnaissance pour chaque peuple à son droit à la souveraineté alimentaire comme à sa sécurité alimentaire. Face aux politiques d'asservissement du capitalisme, ensemble, peuples européens, nous cherchons nos propres voies. À travers une plate-forme, il s'agira au Congrès de Madrid d'assigner à une Politique agricole et alimentaire européenne (PAAE) de promouvoir un modèle de développement favorisant l'agriculture paysanne, rémunérant correctement ses travailleurs, engageant la transition écologique de l'agriculture.

C'est cet audacieux mais enthousiasmant défi, permettre à l'humanité de se nourrir, que nous nous sommes assignés. ■

